



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Lundi 19 novembre 2012  
Numéro 221

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

---

## Titres des journaux

---

As Safir (nationaliste arabe)

*Israël humilié... et devant lui les boues de Gaza*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Israël fixe ses conditions pour un cessez-le-feu à Gaza. Obama le soutient mais le met en garde contre une attaque terrestre*

Al Akhbar (proche de la gauche)

*Israël négocie par le sang*

Al Joumhouria (proche d'Elias Murr)

*Mikati: je suis prêt à toute solution avec ou sans moi*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Le massacre de la famille Dalu à Gaza: 11 martyrs, des femmes et des enfants pour la plupart*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Netanyahu et Assad: mêmes procédés mêmes effets*

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

*Les obus des terroristes frappent Mazzé. Les opérations contre eux commencent à Daraya*

Al Hayat (quotidien pro-saoudien)

*Gaza devant 48 heures décisives*

---

## L'événement

### **Gaza: à ce stade de l'offensive, Israël est dans une impasse**

En dépit du nombre élevé de morts et de blessés côté palestinien et des importantes destructions occasionnées aux infrastructures civiles dans la bande de Gaza, au stade actuel du conflit, Israël se trouve dans une impasse. En effet, l'objectif annoncé de l'offensive israélienne contre le territoire palestinien, soumis à un blocus depuis 2007, est de renforcer la dissuasion. Or, une semaine après le début des opérations militaires, et malgré l'utilisation d'une gigantesque puissance de feu (l'aviation a procédé à des milliers de sorties et lancé des centaines de raids), la capacité des organisations palestiniennes à riposter par des tirs de roquettes n'a pas faibli significativement. Une centaine de projectiles en moyenne sont tirés tous les jours contre les colonies et les villes israéliennes, dont Tel-Aviv. Et selon les services de renseignements israéliens, les mouvements palestiniens disposeraient encore de quelque 10000 roquettes, de quoi soutenir cent jours de combat, au rythme actuel.

Tout en poursuivant ses préparatifs -et ses intimidations- pour une opération terrestre, avec l'annonce de la mobilisation de 75000 réservistes, il est clair qu'Israël recherche une issue à travers une médiation entreprise essentiellement par l'Egypte. Mais les conditions d'une trêve sont loin d'être réunies. Car stopper son opération à ce stade signifie pour Israël et ses dirigeants, qui sont aux portes d'une élection, une cuisante défaite politique. De même que l'Etat hébreu n'est pas en mesure d'imposer ses conditions avec les maigres résultats sur le terrain. Ce lundi matin, trois Palestiniens d'une même famille, qui étaient en voiture dans le centre de Gaza, ont été tués au cours d'un nouveau raid. Ces morts portent à huit le bilan des pertes palestiniennes ce lundi, après une autre frappe qui a tué quatre personnes dont un enfant de 5 ans et une femme de 20 ans, dans la ville de Gaza. En outre, un fermier de 50 ans a été retrouvé mort dans la ville de Beit Lahiya, dans le nord du territoire palestinien, selon des sources médicales.

Le bilan s'élève à 85 morts palestiniens et des centaines de blessés. Israël a de son côté reconnu la mort de trois Israéliens. Dimanche a été la journée la plus meurtrière avec 31 Palestiniens tués, en majorité des femmes et des enfants. La riposte des organisations palestiniennes a complètement paralysé la moitié Sud d'Israël. A Tel-Aviv même, les voies aériennes empruntées par les avions qui desservent l'aéroport international de la ville ont été modifiées après une série de tirs de missiles en provenance de Gaza. Une batterie d'intercepteurs du dispositif «Iron Dome» (dont les performances sont très critiquées par les experts) a été installée à proximité de l'aéroport Ben Gourion.

Pendant ce temps, les appels à l'unité inter-palestinienne se multiplient. Les dirigeants des mouvements Fatah, Hamas et Jihad islamique en Cisjordanie ont appelé lundi à resserrer les rangs et promis de mettre «fin de la division» en solidarité avec les Palestiniens de Gaza lors d'une manifestation à Ramallah. «De Ramallah, nous annonçons avec les leaders des autres mouvements que nous mettons fin à la division», a déclaré Jibril Rajoub, un haut responsable du Fatah, devant un millier de manifestants.

## As Safir

*Daoud Rammal, journaliste libanais proche de la majorité*

Dans le sillage des développements politiques et sécuritaires qui ont suivi l'attentat qui a coûté la vie au général Wissam el-Hassan, les commandements du Mouvement Amal et du Hezbollah ont tenu une série de réunions d'évaluation. Une source bien informée a rapporté que les concertations entre le président du Parlement, Nabih Berry, et le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, ont abouti aux conclusions suivantes: 1-L'exacerbation des tensions sectaires au Liban depuis la formation du gouvernement de Najib Mikati s'inscrit dans le cadre d'un projet global, appuyé par des parties régionales bien connues, qui alimentent la haine. Aussi, tout incident n'est pas un acte isolé du désordre organisé qui frappe la région, et doit être analysé à travers ce prisme; 2-La riposte à ces dangereux agissements passe par un plus grand attachement aux constantes nationales; 3-Ces événements doivent pousser, sans hésitation, à davantage d'ouverture, au dialogue et au renforcement de la politique de la main tendue, non pas à partir d'une position de faiblesse mais de celui qui a à cœur l'intérêt du Liban; 4-Les développements des derniers mois ont montré que les mesures officielles pour régler certains problèmes, notamment le «phénomène de cheikh Ahmad Al-Assir», étaient improvisées et souffraient d'un manque de sérieux de la part de l'autorité officielle directement chargée de préserver la paix civile; 5-Ces faits exigent une approche ferme et décisive qui mettrait chaque responsable devant ses responsabilités, en partant du principe de l'application de la loi à tous. Ce qui s'est passé dans la banlieue sud est une preuve vivante que personne n'est au-dessus des lois et qu'aucune couverture ne protège ceux qui portent atteinte à la sécurité ou au prestige de l'Etat.

La même source précise que l'attaque d'Al-Assir contre Al-Taamir et les tentatives antérieures de fermer la route reliant Beyrouth au Liban-Sud, à Naamé d'abord et à Saïda ensuite, sont dorénavant inacceptables. Les commandements d'Amal et du Hezbollah ont adressé des messages en ce sens aux parties concernées, affirmant que les choses ont dépassé les limites et que certains tentent de briser les lignes rouges nationales. Aussi, faut-il intervenir rapidement pour y mettre un terme.

La source précitée indique que cette question était au centre de la rencontre entre MM. Nabih Berry et Najib Mikati à Aïn el-Tiné. Le Premier ministre a entendu des reproches clairs de la part de M. Berry sur la façon avec laquelle les autorités ont réagi au projet de discorde à Saïda. Le «tandem chiite» a fait parvenir aux responsables concernés un message court, clair et direct: «Toute nouvelle tentative de porter atteinte à la sécurité de la route du Liban-Sud ou de Saïda doit être réglée rapidement par l'Etat. Sinon, les forces concernées par la protection des routes de ravitaillement de la Résistance et de ses partisans bougeront instantanément pour mettre un terme définitif à ces agissements». Le sérieux de cette position a poussé les responsables à intensifier les contacts avec ceux qui soutiennent en secret Al-Assir. En conséquence, les projets de création de «branches militaires» pour d'élargir à d'autres régions le modèle de Bab-Tebbané-Jabal Mohsen ont été reportés.

## L'Orient-Le Jour

*Khalil Fleihane, journaliste libanais proche du 14-Mars*

Les ministres arabes des AE n'ont pas réussi à s'entendre sur des mesures précises pour arrêter les agressions aériennes israéliennes contre Gaza. Ils se sont contentés d'appuyer les efforts déployés par le président égyptien et ses contacts avec certains dirigeants internationaux, notamment le président américain Barack Obama, et régionaux ainsi qu'avec les organisations palestiniennes, le Hamas et le Jihad islamique. Mais cette réunion des ministres arabes a été l'occasion pour certains d'entre eux de protester contre leurs précédentes décisions qui restent lettre morte. C'est ainsi le cas notamment du ministre qatari, Hamad ben Jassem, qui a demandé à «réduire les espoirs pour ne pas faire des promesses que nous ne pourrions pas tenir». De son côté, le ministre libanais Adnane Mansour a critiqué, au cours de la réunion à huis clos, les initiatives de paix arabes, demandant aux présents de les revoir et de les remettre en cause.

## ILS ONT DIT...

**Jean Kahwaji**, commandant en chef de l'Armée libanaise

“L'armée va préserver la nation et la démocratie et s'opposera aux parties qui mettent en danger la coexistence au Liban. L'institution militaire empêchera toute tentative de diviser le pays ou de naturaliser les réfugiés palestiniens. L'armée apportera son soutien aux partis qui s'opposent sur la scène politique en respectant la Constitution. L'armée fera de son mieux afin de préserver la souveraineté, l'indépendance et la liberté de ce pays.

**Amine Gemayel**, ancien président de la République libanaise

“Nous allons rester sur le chemin tracé par nos martyrs. Je promets à la génération et aux amis de Pierre (Gemayel) que le parti Kataëb va toujours être le parti des jeunes au service du Liban. Nous n'allons pas accepter un pays à moitié souverain, à moitié digne et avec une armée à moitié déployée sur son territoire. Nous saluons le président de la République Michel Sleiman pour ses positions en faveur de la liberté et la dignité du Liban. Malgré nos différends en politique avec le Premier ministre Najib Mikati, nous nous attendons à une réconciliation entre tous les partis.

**Mohammad Raad**, chef du bloc parlementaire du Hezbollah

“Israël a vite déchanté face à la surprise que lui a réservée l'axe de la Résistance, qui a utilisé des roquettes Fajr 5, qui se sont abattues sur Tel-Aviv. L'utilisation de ce missile, de fabrication iranienne, a embarrassé et dérouter l'ennemi. La Résistance a rapidement repris l'initiative et a commencé à riposter à l'agression, et le mérite en revient à l'école de la résistance au Liban. Je ne pense pas que l'ennemi osera penser attaquer le Liban.

## Joublatt va lancer une initiative pour le dialogue

Le chef du Parti socialiste progressiste (PSP) Walid Joublatt a déclaré au quotidien *As Safir* que son bloc parlementaire lancera prochainement une initiative afin de convaincre les forces du 14-Mars de revenir à la table du dialogue national et former un gouvernement d'union nationale. M. Joublatt a cependant précisé qu'il ne contactera pas directement les responsables du 8-Mars ou du 14-Mars dans le cadre de cette initiative.

## Les islamistes de Syrie contre la coalition de l'opposition

Des groupes islamistes armés, notamment les deux plus importants, *Liwa al-Tawhid* et *Front al-Nosra*, qui combattent à Alep, ont annoncé leur rejet de la Coalition nationale syrienne et se sont prononcés pour un Etat islamique, selon une vidéo diffusée sur internet. «Nous, factions combattantes sur le terrain de la ville d'Alep et de sa province, annonçons notre rejet du complot que représente ce qu'on appelle la Coalition nationale et nous sommes mis d'accord à l'unanimité sur l'instauration d'un Etat islamique juste», affirment-ils dans un texte lu par un homme et enregistré par vidéo. Parmi les 14 organisations signataires de cet appel figurent notamment *Liwa al Tawhid*, *Front al-Nosra* et *Kataëb Ahrar Cham*. *Liwa al-Tawhid*, au départ proche des Frères musulmans, s'est radicalisé au fil du temps, *Front al-Nosra* appartient à la mouvance jihadiste et a revendiqué de nombreux attentats contre le régime en Syrie et *Kataëb Ahrar Cham* est salafiste.

## An Nahar

Le président du Parlement Nabih Berry s'est dit étonné de la réaction du 14-Mars au fait qu'il ait envisagé de convoquer une séance parlementaire en signe de solidarité avec Gaza, d'autant qu'il avait demandé aux présidents des Parlements et des Unions parlementaires d'organiser des manifestations de soutien aux Palestiniens. «Quel est le crime perpétré par Nabih Berry et où est le piège qu'il a tendu aux forces de l'opposition?» s'est interrogé le président de la Chambre devant ses visiteurs. «Est-ce un crime de convoquer l'Assemblée générale, qui représente tout le Liban, pour exprimer sa solidarité avec le peuple palestinien?», a ajouté le chef du Législatif. «Où est le problème si je demande aux hommes politiques de participer à l'accueil du président arménien qui sera en visite au Liban? La vie politique de ce pays est devenue ridicule, a-t-il poursuivi. Pour rappel, ce n'est pas moi mais le président de la République Michel Sleiman qui a invité le président arménien à venir au Liban».

M. Berry s'est demandé comment le 14-Mars peut concilier leur appel au boycott du gouvernement et l'appel téléphonique qu'a effectué l'ancien Premier ministre Fouad Siniora avec le président du Conseil des ministres, Najib Mikati, pour discuter des incidents de Saïda. «Pourquoi parlent-ils à Walid Joublatt? Ne fait-il pas partie du gouvernement», a encore dit M. Berry.

Le président de la Chambre a invité les responsables du 14-Mars à suivre l'exemple de l'ancien président Amine Gemayel, estimant que ce dernier a transformé la sixième commémoration de l'assassinat de son fils, l'ancien ministre Pierre Gemayel, en une cérémonie nationale qui a réuni tous les partis libanais.

## Al Quds al-Arabi (Quotidien panarabe édité à Londres)

Le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi a mis en garde dimanche contre un renforcement des livraisons d'armes à la rébellion syrienne, qui selon lui accroîtra "l'insécurité, le risque de terrorisme et la violence organisée" dans la région. "Certains (pays) envisagent d'envoyer des armes lourdes ou semi-lourdes à l'opposition" syrienne, a déclaré M. Salehi en ouvrant une réunion pour le "dialogue national en Syrie" réunie à Téhéran à l'initiative de l'Iran. "En réalité, ils cherchent à légitimer officiellement ce qu'ils font déjà en secret", a-t-il ajouté en dénonçant une "ingérence claire dans les affaires d'un pays indépendant". "Une telle décision, outre le précédent dangereux qu'elle créerait dans les relations internationales, ne ferait que répandre l'insécurité, le risque de terrorisme et la violence organisée dans la région", a prévenu le ministre.

Le régime syrien et ses principaux alliés, l'Iran et la Russie, accusent certains pays arabes et occidentaux de fournir depuis des mois des armes à la rébellion syrienne. La France a annoncé qu'elle allait poser la question à ses partenaires européens d'une levée de l'embargo sur "les armes défensives" pour aider l'opposition.

Cette initiative fait suite à la formation le 11 novembre à Doha d'une grande Coalition nationale rassemblant les mouvements d'opposition syriens, reconnue par la France et plusieurs pays de la région, dont la Turquie et les pays du Golfe, comme l'unique représentant légitime du peuple syrien.

La Russie a déjà averti les pays soutenant la coalition d'opposition syrienne qu'ils commettraient une "violation grossière" du droit international s'ils fournissaient des armes aux rebelles. Dans un message aux participants à la réunion de Téhéran, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a dénoncé "l'approche militaire" des Occidentaux et mis en garde contre le risque de voir "Al-Qaïda et des groupes extrémistes qui lui sont liés prendre le pouvoir en Syrie" grâce aux armes livrées à la rébellion, selon l'agence officielle Irna.

La réunion a rassemblé quelque 200 représentants du gouvernement et de différents courants politiques, religieux ou ethniques syriens, selon les médias iraniens qui ont fait état de la présence de mouvements d'"opposition". "L'Iran veut favoriser la réunion des opposants avec le gouvernement pour trouver une solution syro-syrienne à la crise et non une solution dictée par l'étranger", a affirmé M. Salehi.